

9 juin 2007 : 40 ans d'occupation, ça suffit !

Renforcer la solidarité avec le peuple palestinien

mercredi 13 juin 2007, par [SCHNEBLI Tobias](#) (Date de rédaction antérieure : 16 mai 2007).

La fin de l'occupation israélienne des territoires occupés en 1967 n'est de loin pas la seule condition pour l'établissement d'une paix juste et durable au Proche-Orient, mais c'est la première exigence, fondamentale et incontournable, pour rendre un début de justice au peuple palestinien. Les mouvements de solidarité avec le peuple palestinien organisent des mobilisations au niveau international autour du 9 juin 2007, pour marquer et dénoncer le quarantième anniversaire de l'occupation en 1967 des territoires de Cisjordanie, de Gaza et du Golan.

A Genève le Collectif Urgence Palestine, qui réunit une vingtaine d'organisations et groupes engagés à différents niveaux dans le travail de solidarité, veut donner une visibilité particulière à l'exigence de mettre fin à une situation totalement inacceptable qui perdure aussi en raison de la complicité active, explicite ou implicite de la quasi-totalité de la communauté internationale des Etats, y compris la Suisse.

Tous ceux et celles qui ont participé ces dernières années à des missions civiles, à des délégations d'ONG ou de parlementaires en Palestine peuvent confirmer que la première et la plus pressante parmi les demandes que les Palestiniens rencontré-e-s dans les territoires occupés adressent aux visiteurs, c'est de faire tout ce qu'on peut (témoigner, sensibiliser, exercer toutes sortes de pressions) pour contribuer à mettre fin à l'occupation et à la colonisation israéliennes. Et nous nous souvenons tous et toutes des expressions de reconnaissance pour l'engagement solidaire qui nous a amenés en Palestine auxquelles s'ajoute presque inmanquablement le souhait de pouvoir nous accueillir une prochaine fois dans une Palestine libérée de l'occupation israélienne.

Résister à la recolonisation du monde

Cela suffirait amplement à motiver une forte participation aux activités et aux manifestations prévues en juin pour dénoncer les 40 ans de l'occupation israélienne. Mais la solidarité avec le peuple Palestinien a une portée qui va bien au-delà de la solution d'une situation inacceptable pour une population victime d'une oppression quelque part dans le monde.

La lutte pour la reconnaissance des droits humains, politiques économiques et culturels pour les Palestiniens est une lutte pour la justice et les droits universels. Aussi longtemps que cette justice et ces droits sont niés à tout un peuple, ils ne sont pas universels, mais partiels et sélectifs. Niés à certains, ils pourront l'être à d'autres à tout moment. Plus encore : l'oppression du peuple palestinien et les 40 ans d'occupation israélienne constituent une partie particulièrement honteuse de l'histoire des pays européens et des Etats-Unis. Il est incroyable de constater comment et depuis combien de temps les principes et les valeurs de liberté, de droits humains, de l'Etat de droit et de la démocratie sont foulés aux pieds quand il s'agit des droits du peuple palestinien. Il a le tort de se trouver du mauvais côté de la barrière Nord-Sud, du côté des recolonisés et non des recolonisateurs du monde, dans le mauvais camp dans la guerre des civilisations.

Les perspectives ne sont pas franchement encourageantes. En Israël, l'opinion publique semble surtout préoccupée d'avoir un gouvernement capable de gérer victorieusement la prochaine guerre. Le régime Bush est trop affaibli pour imposer un quelconque changement de politique dans le conflit en Palestine, même s'il le désirait, et il n'y a rien de mieux à espérer d'une arrivée au pouvoir des démocrates en 2008. En Europe, l'élection de Sarkozy à la présidence française est de très mauvais augure.

L'essentiel de la position de la Suisse ne se démarque pas vraiment de celle de l'Union Européenne. On soutient la création d'un Etat palestinien et, verbalement, on défend la légalité internationale qui refuse l'occupation israélienne des territoires occupés palestiniens ; mais on refuse d'exercer une quelconque pression concrète pour mettre fin à l'occupation. Pour le Conseil fédéral, le « courant normal » des affaires et même la collaboration militaire avec l'armée et les industries d'armement israéliennes sont plus importants qu'un engagement concret pour faire appliquer le droit international. Rien que la dénonciation verbale des violations des Conventions de Genève perpétrées par l'armée israélienne lors des attaques à Gaza et au Liban en juillet 2006, avait valu une sévère réprimande et une remise au pas à la cheffe du DFAE qui avait, le temps d'une déclaration, brisé la neutralité silencieuse et complice de la Suisse.

Nous espérons vraiment être nombreux à briser, de manière visible et pacifique du 3 au 9 juin cette conspiration suisse et internationale de la neutralité et de la complicité avec une occupation, une colonisation et une oppression qui durent depuis beaucoup trop longtemps.

Semaine d'actions en Suisse du 3 au 9 juin

Appel à participer

Caravane de solidarité Genève - Nyon - Lausanne - Payerne/Fribourg - Bienne - Berne - Genève à vélo, à pied, en train. Inscrivez-vous pour une ou plusieurs étapes. Infos actualisées - programme - activités et inscriptions : www.stopoccupation.ch

9 juin manif et fête à Genève. Merci d'annoncer votre participation à la chaîne humaine (800 m depuis la mission d'Israël jusqu'à l'entrée de l'ONU à la place des Nations !). Nous avons besoin aussi de personnes disponibles pour l'organisation de la manif et de la fête de solidarité. Merci d'annoncer vos disponibilités à : info_urgencepalestine.ch

P.-S.

* Paru dans le périodique suisse « solidaritéS » n°108 (16/05/2007).